

FO-ADP APPORTE SON SOUTIEN A L'ALERTE POUR DANGER GRAVE ET IMMINENT

Les élus FO alertent depuis des mois sur la dégradation continue des conditions de travail

Depuis des mois et des mois nous alertons sur la dégradation continue des conditions de travail et les difficultés croissantes vécues et exprimées par les salariés d'ADP.

Sur les grilles horaires des CSC ou des CMA, sur la reconnaissance des qualifications du balisage ;
Sur les effectifs des SSIAP du 2A conduisant pendant des mois à activer régulièrement le PCA,
Sur les conditions d'exercice au PC du T1 lors de sa réouverture,
Sur la pose des congés et récupérations annulés à la dernière minute après accord initial des hiérarchies ou sur l'exercice du CET, sur la remise en cause permanente du BO des opérationnels régulièrement modifié pour s'adapter au sous-effectif,
Sur les conditions sécuritaires inadmissibles aux OT,
Sur l'épuisement de nombreux salariés conduisant à des arrêts-maladie successifs perturbant en permanence les TDS et la vie privée des collègues,
Sur la mise en place du Flex-office ou encore en déposant un DGI récemment à IMO (...)

Nous n'avons eu de cesse d'interpeller les directions et de défendre nos collègues contre une remise en cause brutale du fonctionnement global de l'entreprise depuis la décision de privatiser totalement ADP par la loi PACTE et l'utilisation de la crise COVID pour accélérer les projets de baisse des effectifs.

Les cadres de proximités ne sont en rien responsable. C'est bel et bien la direction générale qui l'est !

Comme nous l'avons dit à de multiples reprises, nous ne trompons pas de responsables : une grande partie de l'encadrement de proximité est en souffrance aussi devant des objectifs inatteignables avec les moyens dont il dispose localement et face à des agents qui ne parviennent plus à effectuer leur mission et s'effondrent au travail.

C'est bien la Direction Générale d'ADP qui est en cause : les objectifs sont uniquement financiers et ne visent que le profit, et en particulier celui des actionnaires, au détriment des salariés qui produisent la richesse et sont devenus des variables d'ajustement économique. En tournant le dos à sa raison d'être qui est de construire, aménager, gérer et exploiter les aéroports de la région parisienne pour devenir un placement financier toujours plus rentable, la direction et l'actionnaire principal ont créé cette situation délétère devenue insupportable pour une grande majorité d'agents.

FORCE OUVRIERE apporte son soutien au droit d'alerte repris par la CGT d'ADP.

Force Ouvrière soutient donc sans aucune réserve la démarche entreprise par la CGT-ADP, et y apportera son concours par tous les moyens dont nous disposons dès lors que nous serons sollicités.

Nous nous associons, comme toujours, à toutes les initiatives qui défendent les intérêts matériels et moraux des salariés, d'où qu'elles viennent.

La Direction d'ADP est fautive de cette dégradation sans précédent des conditions de travail, à elle d'apporter immédiatement les réponses et de proposer des solutions concrètes (comme le plan de recrutement revendiqué par FO permettant de retrouver les effectifs de 2019) en tournant le dos à la recherche effrénée du profit menée au détriment des agents."